

FOOTBALL

LA FAF RENFLOUE SES CAISSES PAR 28 MILLIARDS
GRÂCE À SON NOUVEAU SPONSORNedjma pour éclairer le rêve
d'une qualification au Mondial

La FAF s'appuie sur un autre opérateur de téléphonie mobile pour s'accrocher au rêve de tout un peuple. Hier, à l'hôtel Mercure d'Alger, président de la fédération et P-dg de WTA (Wataniya Téléphonie Algérie) ont scellé un partenariat de quatre ans, et plus si affinités.

Les termes du contrat seront renégociés deux mois avant la fin de chaque année. La signature de cette convention marque le début d'une nouvelle ère pour le football algérien. En tout cas, c'est le souhait de son président qui a qualifié l'accord d'historique.

«Historique, oui mais...», s'interrogeaient certains parmi les présents qui avaient hâte de découvrir les moyens engagés par l'entreprise Wataniya dans cette opération qui, de l'avis des responsables de cette entreprise, «est le prolongement de l'opération de charme lancée en Algérie par la star du football mondial, Zinédine Zidane, ainsi que le contrat de sponsoring signé par cinq clubs de l'élite (CRB, JSMB, MSPB, USMB et MCS) avec Nedjma».

La FAF, qui bénéficiera d'une manne financière estimée à 28 milliards de centimes (3 millions de dollars), lèguera certains de ses supports à Nedjma.

«L'édition-2010 de la Coupe d'Algérie sera entièrement dominée par l'image de Nedjma. Aucun encart, sigle ou autre signe ne seront tolérés sur un maillot d'équipe, panneau publicitaire, etc. Ceux qui ont un contrat avec un autre opérateur n'ont qu'à s'adapter à cette règle, sinon ils n'ont qu'à ne pas s'enga-

ger. Les arbitres seront, eux aussi, à l'effigie de l'opérateur Nedjma puisqu'ils porteront des kits écouteurs fournis et les manches de leurs tenues seront floquées par l'étoile de Nedjma», lancera le patron du football algérien qui affirmera que «Nedjma est un des partenaires qui nous accompagnera dans notre quête de professionnaliser la pratique du football en Algérie».

La convention porte également sur une contribution financière de cet opérateur à la fédération qui lui permettra de financer une partie des dépenses liées aux différentes compétitions.

La FAF a concédé de «vendre» l'image de la sélection nationale A lors de ses trois premiers matches des éliminatoires jumelées CAN-Mondial-2010 (le Rwanda à Kigali, la Zambie et l'Egypte en Algérie). Nedjma accompagnera, par ailleurs, l'académie 2 de la FAF (U16) dont le cursus sera entièrement financé par cet opérateur qui avait, un moment, caché son jeu concernant son implication dans le monde des sports en Algérie.

Pour M. Joseph Ged, chairman de WTA, «nous sommes heureux d'être le sponsor principal de la FAF. Je dois dire que ce contrat n'est pas un acte isolé, encore moins momentané. Nous



Cérémonie de signature de la convention FAF-Nedjma.

avons réfléchi sur le long terme et nous ne lésinerons sur aucun moyen pour promouvoir notre image et celle du football», dit Ged qui, plus sérieusement encore, promet une belle surprise aux joueurs de l'EN en cas de qualification à la phase finale de la Coupe du monde qui aura lieu en 2010 en Afrique du Sud. Selon des indiscretions, le cadeau surprise

devrait être une voiture, lequel présent s'ajoutera à «une prime exceptionnelle de la FAF», promet Mohamed Raouraoua. Celle-ci ferait l'objet de réajustement substantiel au fil du dernier tour éliminatoire.

De source informée, la prime de qualification à «South Africa-2010» vaudra 250 000 euros. Ousserir, Rahou, Meftah, Abdeslam et

Zaoui, sans oublier leur entraîneur Zoheir Djeloul, présents à la cérémonie au même titre que les clubs sponsorisés par Nedjma et quelques membres du BF, se frottaient déjà les mains. Le rêve fou est permis. Avant, il faudra passer sur le corps des pharaons. Bien entendu, l'éclairage de Nedjma sera d'un grand apport.

M. B.

UEFA

Résolution sur l'interdiction des transferts internationaux de mineurs

L'UEFA va présenter à la Fifa puis à l'Union européenne (UE) une résolution stipulant que «les joueurs âgés de moins de 18 ans ne doivent pas faire l'objet de transferts internationaux, que ce soit pour rejoindre l'Europe ou au sein de l'Europe».

«Nous devons maintenant discuter et définir des modalités avec la Fifa puis avec l'UE pour s'accorder sur des règles empêchant les centres de formation d'être pillés par des clubs plus riches», a expliqué hier à l'AFP William Gaillard, directeur de la communication de l'UEFA et conseiller du président de l'UEFA Michel Platini.

Cette résolution a été adoptée lors de la réunion du Conseil stratégique de l'UEFA, qui rassemble des représentants de toutes les familles du football (fédérations, clubs, ligues et joueurs).

«La question des mineurs est avant tout un problème moral et éthique, nous avons un devoir de prendre des mesures concrètes pour protéger les jeunes joueurs et les clubs qui les forment», a déclaré Michel Platini, dans un communiqué transmis par l'UEFA.

«Je suis très heureux que les acteurs clés de la famille du football européen partagent une vision commune sur ce thème majeur, et je salue la signature de cette importante résolution», a poursuivi M. Platini.

«Fair-play financier»

Le Conseil stratégique s'est aussi penché sur le «fair-play financier», autre cheval de bataille de M. Platini. La «création d'une nouvelle instance de contrôle financier des clubs au niveau de l'UEFA» a ainsi été débattue, apprend-on dans un communiqué de l'instance dirigeante du football européen.

L'autre «sujet de discussion», fut «le type de mesures à mettre en œuvre à moyen et long terme dans le football européen, depuis



Le président de l'UEFA, Michel Platini.

une application plus rigoureuse du système existant, jusqu'à des mécanismes de contrôle des coûts plus stricts afin de garantir que les clubs restent dans les limites de leurs moyens propres».

«Il faut empêcher les déficits des clubs», avait expliqué M. Platini le 28 août à Monaco lors d'une entrevue avec la presse. Ce n'est pas une attaque contre les clubs anglais mais contre une forme de tricherie. Si les clubs n'ont pas l'argent, ils ne peuvent pas avoir les joueurs. J'ai des valeurs : on ne peut pas gagner à crédit. Je veux qu'un club qui vient jouer une compétition européenne soit «clean», en équilibre financier.»

CS CONSTANTINE
Les certitudes
de Castaneda

Le nouvel entraîneur français du CS Constantine (division 2 algérienne de football) se dit «déjà pleinement engagé» dans sa nouvelle mission et ne craint pas de livrer la bataille de l'accession qu'il considère comme un «challenge motivant».

Questionné par l'APS au sujet des chances du doyen des clubs de l'Est algérien de rejoindre l'élite à la fin de la saison, le nouveau coach des Sanafir indiquera que lors du premier galop d'entraînement avec ses nouveaux poulains, il a remarqué que le groupe de 26 joueurs a «tout simplement besoin d'une prise en charge au plan technique».

L'effectif reste «perfectible», selon Castaneda, qui estime néanmoins que son équipe est capable de relever le défi de l'accession parmi l'élite. Mon arrivée à Constantine avait été envisagée «dès le début de la présente saison», souligne Castaneda, soutenant que cela n'a pas pu se faire «pour diverses raisons» mais sans les préciser.

Pour Mourad Mazar, président du CSC, la venue de Castaneda n'est «ni le fruit du hasard, ni une solution d'urgence car faire venir cet entraîneur était déjà sur ma feuille de route». Jean Castaneda (52 ans) s'était fait connaître en tant que gardien de but à l'AS Saint-Etienne (France) dans les années 1970. Barré en 1976 par l'ex-Yugoslave Yvan Curcovic, il était sur le banc lors de la finale de coupe d'Europe des clubs champions perdue par l'ASSE (0-1) face au Bayern de Munich à Glasgow, en Ecosse.

Il succéda dès 1980 à Curcovic avant de rejoindre l'équipe de France de Michel Hidalgo avec laquelle il participa à la Coupe du monde de 1982 en Espagne, jouant cependant un seul match, celui de la 3^e place, perdu (2-3) face à la Pologne. S'il accomplit dans sa ville natale, Saint-Etienne, toute sa carrière de joueur (ou presque, puisqu'il rejoignit l'Olympique de Marseille durant la saison 1989-90), Jean Castaneda prit son «bâton de pèlerin» pour son parcours d'entraîneur. Il s'occupa, en effet, du centre de formation de son club formateur avant de prendre la barre technique d'Istres (D2 française) où il resta 10 ans, avant d'entraîner le club qatari d'Al Rayyan puis l'équipe d'Endoume, en championnat de France amateur.

Les supporters des Vert et Noir, dont on connaît la passion pour leur club, ne s'attardent pas, toutefois, sur la carrière du nouvel entraîneur français de leur équipe. Ils espèrent seulement qu'il saura faire aussi bien que son compatriote François Bracci, artisan de l'accession du CSC parmi l'élite en 2003-2004.

SUISSE

Les privilèges fiscaux des
grandes organisations
sportives en débat

Le gouvernement suisse a défendu hier devant les parlementaires de la Confédération le maintien des exonérations fiscales dont bénéficient la plupart des fédérations sportives internationales basées en Suisse. Ces organisations sportives internationales génèrent «des centaines de millions de francs» suisses (1 million de francs suisses valant 682 000 euros environ), a fait valoir le ministre des Finances, et président de la Confédération helvétique, M. Hans-Rudolf Merz. Or, a-t-il souligné, la concurrence internationale est forte pour attirer ces organisations qui pourraient être tentées de s'établir ailleurs si elles étaient privées de privilèges fiscaux. A Lausanne, qui accueille notamment le Comité olympique international (CIO) et de nombreuses fédérations internationales sportives, a fait valoir le ministre en exemple, ces organisations ont créé des dizaines d'emplois, font vivre des hôtels et remplissent des salles de séminaire. Pour M. Merz, cela justifie la décision du gouvernement en décembre dernier de les exonérer de l'impôt fédéral direct. Déjà pratiqué depuis de nombreuses années par les cantons, ce régime sera désormais appliqué de manière unifiée à l'échelle nationale, a-t-il indiqué. Le débat devant le parlement avait été demandé par un élu du parti de la droite populiste UDC, Alex Kuprecht, qui s'est élevé contre les privilèges fiscaux dont bénéficient notamment le CIO, l'Union européenne de football (UEFA) ou la Fédération internationale de football (FIFA), qu'il a qualifiés de «machines à sous». Un député du parti radical (centre-droit), M. Rolf Büttiker, a rétorqué que l'exonération fiscale était un «outil concurrentiel» pour retenir en Suisse ces organisations et les activités qu'elles génèrent.